

LA MAIRIE D'ARLES A ORGANISÉ UNE CÉRÉMONIE, LE 10 DÉCEMBRE, POUR REMETTRE LA MÉDAILLE DE LA VILLE À NEUF ANCIENS TRAVAILLEURS INDOCHINOIS. UN HOMMAGE TARDIF À LEUR « CONTRIBUTION » À LA RICHESSE CAMARGUAISE, SORTIE DE L'OUBLI GRÂCE À UN LIVRE DE PIERRE DAUM.

PAR SABRINA KASSA
REPORTAGE PHOTO SOPHIE LOUBATON

TRAVAIL FORCÉ du riz jaune de Camargue

Judi 10 décembre 2009, cérémonie à la mairie d'Arles. Au micro, Hervé Schiavetti, maire d'Arles.



Joël Pham, à l'initiative du site Travailleurs-indochinois.org, a permis à de nombreux enfants de travailleurs de se rencontrer et d'échanger sur l'histoire de leurs parents.

Le carnet de travailleur du père de Richard Titré. À dr., ancien ouvrier chez Berliet à Venissieux et auteur d'un enfant adopté de son pays, Thiêu Văn Mai, avec sa femme Denise.

Avant même que la cérémonie ne commence, les flashs crépitent et les caméras se bousculent pour immortaliser la scène : neuf anciens travailleurs indochinois, assis tranquillement sur leur chaise, attendant de recevoir la médaille de la ville d'Arles, gravée de leur nom, en hommage à leur apport – forcé – à la richesse locale. Et principalement à la riziculture qu'ils ont réussi à implanter grâce à leur ancestral savoir-faire, pendant la Seconde Guerre mondiale... Le salon d'honneur, joliment décoré de boiseries et de ses tableaux champêtres mais passablement défraîchi, se remplit rapidement. En plus des médias et de quelques dizaines d'Arlésiens, des enfants de travailleurs indochinois venant de toute la France ont investi massivement la cérémonie. « On ressent le besoin d'en savoir plus avant que ce ne soit trop tard, confie Serge Dang Ha, tout juste arrivé de Mulhouse. Je porte son nom, mais je ne sais rien de mon père, rien... »

LEUR ÂME POUR CETTE TERRE
Dans la salle il y a donc le maire d'Arles, Hervé Schiavetti (PCF) et aussi quelques huiles de la région : Roland Chassain, le maire UMP de Saintes-Maries-de-la-Mer,

« toujours aussi fier d'avoir voté l'article de loi pour la reconnaissance des bienfaits de la colonisation », lorsqu'il était parlementaire... Pierre Raviol, vice-président de la riziculture, la sous-préfète, l'éditrice d'Actes Sud qui a publié le livre de Pierre Daum, décisif... En quelques rangées bien compactes, ils se placent derrière le maire pour la photo de famille. Clic-clac ! Et prennent la parole, à tour de rôle, pour évoquer la Camargue. « Cette terre hostile qui

« Je porte son nom, mais je ne sais rien de mon père, rien... »

SERGE DANG HA, DE MULHOUSE

à toujours fait appel aux travailleurs de l'extérieur, comme le rappelle le maire, (...) et de cette belle histoire (des travailleurs indochinois, (sic)) qui est aussi faite de douleurs » Le vice-président de la riziculture insiste quant à lui sur cet « extraordinaire cadeau » que les travailleurs indochinois ont fait « en venant montrer en Camargue ce qu'ils connaissent sur la culture du riz », avant de donner quelques chiffres sur le marché mondial de la céréale et les bonnes performances camarguaises actuelles.

La cérémonie s'être ainsi, une impression de n'importe quoi flotte dans l'air. « On se croirait à une cérémonie de l'office du tourisme », souffle le fils d'un des travailleurs indochinois âgé de 91 ans, présent ce jour-là pour se faire décorer. Enfin, c'est

au tour de Gilles Manceron, l'historien et vice-président de la Ligue des droits de l'Homme qui a préfacé l'ouvrage *Les immigrés de force*. Où il est question « du débat actuel sur l'identité nationale qu'inspire à l'autosatisfaction globale de notre identité, autosatisfaction lourde de multiples dangers ». Et de rappeler avec justesse que « la France, ce n'est pas une personne. Ce pays a toujours été traversé par des conflits de valeurs ». Applaudissements. C'est ensuite à la fille de Lê Huu Tho de lire le texte préparé par son père, un de ces forçats du riz, mort en septembre dernier. Il était l'auteur d'*Itinéraire d'un petit Mandarin*, un des sources phares de l'enquête de Pierre Daum, à qui il avait dit son souhait de voir un jour en Camargue une stèle pour que « la France n'oublie jamais les sacrifices de ces hommes qui ont laissé leur âme pour cette terre ».

RETRAITES NON HONORÉES

Les neuf anciens travailleurs indochinois présents (un dixième est décédé la veille d'un arrêt cardiaque) sont ensuite invités à prendre la parole, enfin ! Les discours, le premier, un deuxième, s'enchaînent, très calmes et sereins. Mais très rapidement, le maire leur demande de ne pas s'étendre. Il est déjà tard ! Au final, plus de la moitié d'entre eux n'accéderont jamais au micro. Toujours vif et droit comme un

jeune homme, Tran Văn Trinh réussit tout de même à élever la voix : « Mon amour pour mon pays [le Vietnam] est indéfectible. Hélas, c'est la France que j'ai choisie pour vivre et mourir. Alors, je tiens à remercier Pierre Daum pour son travail

et à exprimer mon regret aussi : car si l'ouvrage était sorti il y a quinze ans, il aurait pu avoir un rôle considérable dans le calcul de nos retraites que le gouvernement français refuse toujours de payer. A l'époque, nous étions plus de 600 en Fran-

ce et au Vietnam... » Les retraites liées aux années de travaux forcés en Camargue et dans le reste de la France pendant la Seconde Guerre mondiale ne sont, en effet, toujours pas honorées. ■

S.K.

Pierre Daum*
« La France trouvait normal ce recrutement de gré ou de force dans ses colonies »



*PIERRE DAUM EST JOURNALISTE, IL A PUBLIÉ IMMIGRÉS DE FORCE. LES TRAVAILLEURS INDCHINOIS EN FRANCE (1939-1952), ED. ACTES SUD.

Comment avez-vous découvert cette histoire d'immigration forcée de travailleurs indochinois ?

Pierre Daum. Il y a cinq ans, j'étais le correspondant de *Libération* en Languedoc-Roussillon et je couvrais l'occupation de l'usine Lastucru par ses salariés. Comme cette usine était la seule à conditionner le riz camarguais, pour compléter mon reportage, j'ai décidé d'aller voir les riziculteurs locaux pour comprendre l'impact de cette fermeture sur eux. En roulant sur les petites routes de Camargue, je suis tombé sur Sambuc, un hameau où se trouve un petit musée du riz que le fils d'un riziculteur a aménagé dans une grange. C'est là que j'ai trouvé un pan-

neau avec deux vieilles photos où l'on pouvait voir des Asiatiques. Le texte d'accompagnement expliquait que des Indochinois étaient venus en 1940 planter du riz en Camargue. Ça m'a beaucoup intrigué et c'est là que j'ai décidé de mener une enquête pour découvrir que le riz consommable tel que nous le connaissons aujourd'hui tirait son origine de ces Indochinois qui avaient été envoyés en Camargue, plus précisément en 1941, pour essayer de faire pousser du riz. Avant eux, il y avait certes eu des expériences de riz dans la région mais elles n'avaient jamais vraiment duré et les dernières tentatives de l'entre-deux-guerres n'avaient eu pour objectif que de dessaler les terres. Donc, à partir de là, j'ai commencé à enquêter et je suis tombé sur

Itinéraire d'un petit Mandarin, les mémoires de Lê Huu Tho, l'un des derniers travailleurs indochinois encore en vie en France, que j'ai rencontré par la suite...

Qui étaient donc ces 20 000 Indochinois ?

P.D. L'histoire peut se résumer ainsi : en septembre 1939, à la déclaration de la Guerre, le gouvernement français considérait comme tout à fait naturel, dans l'esprit colonial qui régnait à l'époque, d'aller piocher dans les ressources humaines de ses colonies une main-d'œuvre dont la métropole avait besoin. Là, il ne s'agissait pas de recruter des soldats – ça c'est une autre histoire – mais des ouvriers pour les envoyer dans les usines ●●●



Le Ba Dang, très tôt évadé du camp où il est assigné en 1940 est devenu un peintre reconnu. En bas, Dinh Phung Kieu (Gérard) avec sa femme Hélène et leur fils Rémy.



●●● d'armement, à l'arrière du front.

Un ordre de recrutement, de gré ou de force, a été lancé en direction des colonies, pas uniquement d'Indochine mais aussi en

direction de Madagascar et d'Algérie. Sauf qu'à Madagascar, les recrutés n'ont jamais quitté leur île parce qu'une épidémie

tropicale a été déclarée et les autorités françaises n'ont pas voulu courir le risque d'exporter cette maladie en métropole. Quant à l'Algérie, les autorités françaises se sont retrouvées confrontées aux colons, c'est-à-dire à cette minorité de gros propriétaires terriens français en Algérie qui se fichaient éperdument que la France soit en guerre, et dont la seule inquiétude était que la main-d'œuvre qu'ils exploitaient allègrement ne soit pas tout d'un coup envoyée en métropole. Quelques milliers d'entre eux ont toutefois été recrutés et envoyés dans des usines d'armement. Mais leur histoire diffère très rapidement de celle des Indochinois parce qu'en juin 1940 la France perd la guerre de façon rapide,

et là ces recrutés (les 6000 Algériens et 20000 Indochinois) vont connaître des destins très différents. Les Algériens sont tout de suite rapatriés chez eux parce que c'est tout près de la France. Ce qui n'est pas du tout le cas des travailleurs indochinois, dont quelques milliers vont être rapatriés à partir de l'été 1940, mais au compte-gouttes. À partir de l'été 1941, la flotte britannique exerce un blocus sur la route vers l'Extrême-Orient et empêche tout rapatriement. On va se retrouver ainsi avec près de 15000 travailleurs indochinois bloqués en métropole jusqu'à la fin du conflit mondial, et même au-delà.

Comment les autorités françaises vont-elles gérer la situation ?

P.D. En juin 1940, à la défaite, ces usines d'armement ferment et les 20000 hommes sont envoyés dans la moitié sud de la France et regroupés dans des gigantesques camps. Il y avait six grands camps principaux : Mazargues, Sorgues, Bergerac, Toulouse et Agde qui était organisé en trois divisions. La première pour les Espagnols, la deuxième pour l'armée tchèque en déroute et ensuite pour les familles juives rallées par la police de Vichy, et la troisième pour les Indochinois. Le service qui

« Le travailleur indochinois touchait moins de 10 % du salaire de l'ouvrier français à la même époque, au même poste. »

général ees 20000 hommes, puis plus que 15000, s'appelaient le service de la Main-d'œuvre indigène, la MOI (qui n'a rien à voir avec le mouvement de résistance proche du Parti communiste le FTP-MOI). Le service de la MOI a eu l'idée de proposer à des entreprises privées et à des collectivités locales de louer cette main-d'œuvre. Ces employeurs payaient donc à la MOI une somme (faible) correspondant au nombre d'hommes et de journées travaillées. Mais la MOI n'a jamais reversé ces salaires aux travailleurs indochinois. Donc, pendant des années, ces hommes ont travaillé sans recevoir aucun salaire, ils recevaient seulement des espèces de minuscules indemnités journalières. J'ai repris

absolument tous les chiffres, j'ai refait tous les calculs, pour en arriver à la démonstration que le travailleur indochinois le mieux payé touchait au maximum un dixième de l'équivalent de l'ouvrier français à la même époque, au même poste. À partir des camps principaux, ces hommes étaient donc envoyés ponctuellement à droite ou à gauche. Et nous en venons à la Camargue où environ 1500 sur les 15000 travailleurs indochinois bloqués en France ont été envoyés à partir de 1941. Un millier environ, pour travailler dans les marais salants de la basse Camargue, autour de Salin de Giraud, de l'usine Pechiney. Près de 500 autres ont été envoyés dans des mas (exploitations agricoles) de Camargue pour faire pousser du riz.

Comment avez-vous procédé pour reconstituer cette histoire ?

P.D. Au départ, je voulais simplement retrouver les travailleurs indochinois en France et au Vietnam et consigner leurs témoignages (11 en France et 14 au Vietnam) avant que cette source orale de connaissance historique se tarisse complètement, puisque ces derniers hommes étaient très vieux, et sont tous en train de mourir. Très vite, cependant, je me suis dit que ces hommes me racontaient des choses si incroyables, et tellement scandaleuses, que je ne pouvais pas courir le risque que des lecteurs soupçonneraient mes témoins de raconter des bobards. J'ai donc décidé d'étayer leurs propos pour assurer la véracité des témoignages par des archives, que je valide, ou que j'infirmes parce que moi-même, je me posais des questions. Je me suis lancé dans des recherches d'archives. Il y a celles très importantes d'Aix-en-Provence qui rassemblent la plupart des archives de la France coloniale. J'en ai trouvé aussi à Paris, aux Archives nationales et je suis allé aussi à Hanoï consulter les archives nationales vietnamiennes. À chaque fois, les documents officiels que je trouvais ont confirmé ce que me racontaient ces vieux messieurs. ■ RECUEILLI PAR S.J.C.